



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du Commissariat des Armées
Direction du commissariat d'outre-mer
Groupement de soutien de la base de Défense
de Polynésie française**

**Division Métiers
Bureau Achats Marché
Cellule Contractualisation**

ACCORD-CADRE PASSÉ SELON LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

**Conformément aux articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2, alinéa 1,
du code de la commande publique.**

Concernant la :

**« Prestations de déménagement au profit des personnels du ministère des armées et
de leurs familles dans le sens de la Polynésie française vers la métropole. ».**

RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES EN DATE DU 16 AVRIL 2025

Des questions relatives à la procédure de passation ont été posées par une entreprise ayant téléchargé le dossier de consultation sur la PLACE le 16 avril 2025.

Aussi, conformément à l'article 4.1 du règlement de consultation, les réponses apportées aux questions posées sont communiquées à l'ensemble des entreprises ayant téléchargé le DCE.

Questions de l'entreprise :

- 1) Les prix pour le transport des véhicules doivent-ils être valables pour le transport des véhicules électriques ? Ces derniers peuvent engendrer des surcoûts par rapport au transport des véhicules thermiques.
- 2) Comment est-il envisagé de facturer les enlèvements dans les îles dépendances (Îles Marquises, etc.)

Réponses de l'administration :

- 1) Le prix exprimé pour les véhicules est forfaitaire et doit prendre en compte le thermique comme l'électrique.
- 2) Même si le marché énonce que la zone de départ du déménagement est la Polynésie, il n'encadre pas le déménagement inter île car ce besoin n'est pas avéré aujourd'hui. Toutefois si un tel cas devait se produire alors il serait fait application de l'article VIII du CCTP : le marché contribue au plan d'amélioration des conditions de vie de l'administré et de sa famille et peut prendre en charge sur décision administrative : Certains autres frais qui seraient spécifiés, dans une décision individuelle, après l'étude d'un dossier personnel nécessitant une prise en charge complémentaire suite à une situation « hors cadre ».

A Arue, le 16 avril 2025

Le chef du bureau achats-marché de la DICOM PF

CR1 Jeams FABRE

